

## La mobilité, seconde condition du progrès technique

Par Dominique WOLTON,  
Directeur de l'Institut des sciences  
de la communication du CNRS



On ne le répétera jamais assez : la mobilité reste plus que jamais d'une urgence absolue. En multipliant les bourses, en créant le programme Erasmus, la France et l'Europe ont déjà beaucoup fait. Elles doivent en faire davantage. J'y vois trois raisons majeures.

Se répand actuellement une illusion technologique au nom de laquelle on pense pouvoir remplacer la mobilité physique par la mobilité virtuelle. Comme les déplacements coûtent chers, comme ils sont parfois difficiles à organiser, on se dit que des e-mails, des forums ou des visioconférences peuvent les remplacer. Certaines institutions commencent à se vanter d'avoir réduit de moitié leur budget "missions" pour tout traiter par visioconférence ou par échanges sur Skype.

C'est une erreur fatale. Jamais les machines ni internet ne pourront remplacer le contact humain direct, la parole et le dialogue entre interlocuteurs. Ce n'est d'ailleurs pas leur vocation. C'est même contre productif. Il est prouvé qu'un système d'échange virtuel qui n'est pas relayé par un réseau humain, concret et physique tourne à vide et perd 60% de son efficacité. Au contraire, seul un double réseau intégré, à la fois humain et technique, au service de l'humain, permet d'accroître communication et échanges.

C'est donc précisément parce que les réseaux informatiques ne cessent de se développer, parce que les machines envahissent nos vies, qu'il faut accroître *proportionnellement* la mobilité. Plus les machines nous relient, plus nous devons être mobiles. La mobilité est notre affaire, pas celle des machines. Les machines nous aident à transmettre des informations. Elles doivent faciliter et simplifier nos échanges, pas se déplacer et communiquer à notre place. Elles ne pourront jamais remplacer les rencontres physiques. La communication humaine directe est indispensable pour réduire les faux sens et les contresens. Ce n'est pas l'un ou l'autre, mais les deux à la fois.

Deuxième nécessité : pour fonctionner, la mobilité doit être plurielle. Quand on parle mobilité, on pense aux *étudiants* et c'est tant mieux. Nos bourses jouent leur rôle, même si elles sont hélas insuffisantes. Le programme Erasmus est un succès. Il constitue d'ailleurs un modèle en soi que nous devons exporter davantage. Je pense à la Méditerranée, à l'Asie du Nord-Est ou au Pacifique. Aux Assises de la recherche française dans le Pacifique, qui se sont tenues à Papeete, en mars 2009, j'avais prôné un "Erasmus Pacifique". Je reste convaincu que la mobilité constitue la clé de ces zones charnières où la France aurait tout à gagner à jouer un rôle moteur.

## Intro

La nouvelle collection *REPÈRES* de CampusFrance, dont on trouvera ici le premier numéro, a pour objet de donner la parole aux "penseurs de la mobilité", en France et dans le monde. La mobilité au-delà des frontières est en effet devenue un thème d'une importance croissante dans les débats nationaux et internationaux : le dernier rapport du PNUD<sup>1</sup> s'intitule ainsi "*Lever les barrières : mobilité et développement humains*". En ce qui concerne le monde universitaire, les effets conjoints de la mondialisation économique et de l'internationalisation de l'enseignement supérieur ont conduit à une accélération du phénomène des échanges académiques. En France, par exemple, le nombre d'étudiants étrangers a augmenté de 71% depuis 1998<sup>2</sup>. Des perspectives mettent en évidence qu'à l'horizon 2025, les étudiants "internationaux" dans le monde devraient être passés d'1,7 million en 2000 à 7,5 millions<sup>3</sup>. Les institutions elles-mêmes évoluent vers plus de "mobilité". Les délocalisations de campus dans les pays étrangers sont un phénomène qui prend de l'ampleur depuis une dizaine d'années.

1- PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2009 : *Lever les barrières : mobilité et développement humains*, 2010.

2- Source : MESR/DGESIP/DGRI-SIES et MEN-MESR DEPP.

3- Cf. *Global student mobility 2025*, IDP Education Australia, 2002.

## Repères

**Si cette réalité de la mobilité fait souvent l'objet de commentaires, il existe encore relativement peu d'études permettant d'en rendre raison. La question de la mobilité académique renvoie de fait, à des problématiques croisées, relevant de divers champs disciplinaires.**

**Elle s'inscrit d'abord dans un cadre de pensée géopolitique : il s'agit de mettre en perspective un phénomène relativement inédit par son importance. Pris en tenailles entre rationalité économique et rationalité académique, l'enseignement supérieur subit la pression de la mondialisation et s'est beaucoup transformé ces dernières années. A ses objectifs traditionnels d'enseignement et de recherche semble, de plus en plus, se greffer celui de l'attractivité internationale qui implique de générer des flux d'étudiants et de chercheurs.**

Mais la mobilité étudiante n'est pas la seule mobilité à soutenir. Elle doit être doublée par *la mobilité des professeurs et des chercheurs*. Elle doit être triplée par celle des professionnels et des techniciens. Ce sont aussi à eux de se déplacer, de se rencontrer, d'échanger leurs savoir faire, pas aux machines qu'ils ont créées. C'est aux techniciens de mettre les machines en réseau, pas aux machines de mettre les techniciens en réseau. J'ai la conviction que l'Europe s'est bâtie grâce aux échanges linguistiques et aux semestres Erasmus, mais aussi grâce au tourisme et aux échanges professionnels et commerciaux. L'Europe, c'est aussi celle des talents et des compétences. Il faut l'encourager.

Troisième impératif à la mobilité : la diversité culturelle. On sait désormais que les discours technicistes ne suffisent pas. L'essentiel, pour renforcer la tolérance, si fragile, passe par *l'expérience*. Il faut éprouver les distances, les climats, la fatigue, bref être confronté physiquement à l'altérité. Les TIC se sont développées exponentiellement sans pour autant apporter la tolérance, la coopération et la paix dans leur sillage ! Des internet cafés se sont ouverts aux quatre coins de la planète sans gommer l'irréductible différence des pratiques linguistiques, sociales et culturelles. Même si tout le monde pouvait surfer sur le net, ce qui est d'ailleurs très loin d'être le cas, la planète n'en deviendrait pas pour autant un village pacifié et uniformisé. Les cultures demeurent avec leur épaisseur, leur génie, leur logique. Plutôt que de le nier, mieux vaut le reconnaître et faire avec, c'est-à-dire affronter le long apprentissage de l'altérité. Cette extraordinaire diversité peut être, doit être un facteur de dialogue et de négociation. C'est cela la communication : une négociation culturelle permanente. Pas un e-mail en mauvais anglais. *On reconnaît bien l'importance vitale de la diversité pour l'écologie. Pourquoi la refuser à la culture et aux hommes ?* On trouve abordables les coûts de la biodiversité mais toujours trop onéreux le respect de la diversité culturelle !

La convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle constitue un premier pas. Elle a été signée en octobre 2005 à l'UNESCO et largement contresignée depuis ; seuls les Etats-Unis et Israël s'y

sont opposés. Il faut continuer sur cette lancée. Un seul moyen : la mobilité. Sans elle, nous nous enfermerons dans nos différences, passerons de ces différences à la guerre virtuelle et de la guerre virtuelle à la guerre réelle. Un corollaire essentiel : le rôle primordial de la *traduction*. Non, la traduction n'est pas ringarde et dépassée. Non, les machines ne traduisent pas aussi bien que les hommes, avec un pourcentage de marge d'erreur (mais quelles erreurs !). Non l'anglais n'est pas la langue universelle et n'a pas plus que le hindi ou le chinois vocation à le devenir. Plus personne n'y croit vraiment d'ailleurs, à commencer par les Anglo-saxons eux-mêmes qui ont de plus en plus de mal à saisir ce sabir "googlelisé" que nous prenons pour de l'anglais. Non, pour se comprendre, il faut se traduire, il faut des interprètes. C'est à ces deux conditions que la mondialisation évitera les risques d'incommunication : renforcer les déplacements physiques, développer les traductions. On fait exactement l'inverse depuis une génération. La mondialisation a un coût. En faire l'économie risque d'accroître les conflits.

A cet égard, la francophonie a un rôle central à jouer. La francophonie est la seule organisation linguistique à portée planétaire. Elle regroupe des gouvernements et des administrations mais aussi, et surtout, des professeurs, dont on ne dira jamais assez le dévouement, des étudiants et des populations entières qui parlent le français par choix, par nécessité, par intérêt, par curiosité. Cette "*société civile francophone*" est un formidable réseau militant en faveur de la diversité culturelle. Or, sans mobilité, la francophonie est condamnée. Condamnée à se fragmenter, à s'appauvrir, à disparaître. Je sais bien que la mode actuelle est à cette nouvelle "trahison des clercs" qui consiste à se résoudre, pire, à prôner le "tout à l'anglais". Mais ce n'est qu'une mode. A long terme, il faut tout d'abord défendre toutes les langues maternelles, condition nécessaire de la diversité culturelle. Il faut ensuite que les langues mondiales, c'est-à-dire parlées sur plusieurs continents, le français, l'espagnol, le portugais, l'arabe et le russe, assument leur rôle. Car le problème n'est pas l'anglais mais bien la démission des autres langues mondiales. Quant au mandarin et au hindi, qui sont évidemment les langues les plus parlées au monde, ils ne se sont pas

significativement répandus sur tous les continents. Valoriser la francophonie et, au-delà, le regroupement de toutes les langues latines, ce n'est donc pas "ringard". C'est être en avance par rapport aux conflits linguistiques et donc culturels de demain.

Accroître la mobilité, développer les traductions demandent des budgets. C'est une question de stratégie politique. Notre avenir passe par la mobilité. Il faut arrêter de le sacrifier à des échéances de court terme. Un seul indicateur compte : les budgets en faveur de la mobilité doivent s'accroître *dans les mêmes proportions* que les budgets consacrés aux équipements numériques. Remplacer la mobilité physique par les technologies digitales est une facilité comptable, donc une illusion grave. N'y sacrifions pas.



Enfin, qui dit mobilité dit CampusFrance. CampusFrance est un succès qui doit être renforcé. Son logo commence à être connu. Il est un symbole d'ouverture aussi important que le projet d'Agence culturelle. Les deux sont indissociables, comme la double hélice de l'ADN. Plus parlante, plus politique, c'est l'Agence culturelle française qui a mobilisé l'opinion. Il faut une Agence culturelle, bien sûr, c'est indispensable. Mais il faut aussi CampusFrance.

Sans CampusFrance, pas de vraie mobilité, cohérente, mondiale, mais une mobilité établissement par établissement, rétrécie, concurrentielle. Une mobilité au rabais, sans véritable moyen, une mobilité par Skype et par visioconférence.

Sans CampusFrance pas de vraie francophonie, jeune, militante, tournée vers l'avenir. La vraie richesse, chacun le sait *de par sa propre expérience*, passe par les rencontres physiques, par les échanges humains, et cela depuis toujours. Il faut savoir à cet égard que le réseau des Alliances françaises dans le monde est un important relais pour CampusFrance. Aujourd'hui, apprendre le français, c'est se préparer à la mobilité. Ne refermons pas la porte.

Sans CampusFrance, pas d'alternative au modèle éducatif libéral, à l'éducation marché, au modèle anglo-saxon. Or le système universitaire public français est beaucoup moins cher et constitue pour les pays du Sud et même pour le monde

entier, une véritable alternative politique, économique et culturelle. CampusFrance assure la promotion mondiale de nos universités et de nos centres de recherche. Mais elle *valorise aussi notre modèle éducatif* en Europe et dans le monde. Un système où la formation et la recherche ne sont pas des biens marchands, classés à Shanghai, mais des biens collectifs au service de tous. La question se pose désormais à l'échelle mondiale : l'éducation, mais aussi la santé constituent-elles d'abord des biens marchands ou des valeurs d'intérêt général, d'égalité et de service public ? Cet enjeu politique mondial est devant nous. La France a, depuis plus d'un siècle, fait le choix public et non marchand. C'est une force. Nos résultats dans la concurrence mondiale qui s'est instaurée pour l'école, l'université et la recherche confortent ce choix, même si nous pouvons faire encore mieux.

Mac Luhan n'a pas vu juste. Notre planète n'est pas devenue un village global. Les technologies prolifèrent mais les murs, les haines et les guerres aussi. La seule solution : partir à la rencontre de l'autre. Pas sur Facebook. En vrai, chez les autres, dans leur pays, leur université, leur milieu professionnel et culturel. Et réciproquement.



Il n'y a pas d'alternative à la mobilité, complément indispensable des TIC. Bien au contraire, comme nous pouvons l'observer depuis une génération. Les TIC devaient réduire les déplacements et pourtant ils augmentent. Il faut que donc les deux aillent de pair. En sachant que l'intercompréhension dépend bien davantage de la lenteur de la communication humaine que de la vitesse et de la performance des systèmes d'information.



S'il n'y pas d'alternative à la mobilité et pas de mobilité sans CampusFrance, il n'y a pas d'alternative à CampusFrance.

## Repères

**La mobilité invite par ailleurs à une réflexion économique : la mobilité du capital humain pose aux Etats la question du retour sur l'investissement consenti pour la formation des étudiants. Quels sont les bénéfices/pertes réels ou supposés qui peuvent en être retirés tant par les pays d'accueil que par les pays d'origine ?**

**L'expérience que constitue la mobilité peut aussi être interrogée sous l'angle de la sociologie, en abordant le point de vue des étudiants eux-mêmes et notamment leurs motivations lorsqu'ils font le choix de partir étudier à l'étranger.**

**Face à l'ampleur du questionnaire, ces REPERES ont pour vocation à apporter un éclairage nouveau sur une thématique émergente. En laissant la parole à ceux qui pensent la mobilité, l'Agence CampusFrance souhaite offrir à ses lecteurs les outils leur permettant d'aller plus loin dans la réflexion.**

## Bio

### Dominique WOLTON



Né le 26 avril 1947 à Douala, Dominique Wolton est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit et docteur en sociologie.

Directeur de recherche au CNRS, Dominique Wolton est l'auteur d'une centaine d'articles, d'une vingtaine d'ouvrages et de trois émissions de télévision avec Raymond Aron et de deux autres avec Jean-Marie Lustiger.

Depuis 1988, il dirige la revue internationale *Hermès* qu'il a fondée et qui a pour objectif d'étudier de manière interdisciplinaire la communication, dans ses rapports avec les

individus, les techniques, les cultures, les sociétés. Il dirige également la collection *Communication*, lancée en 1998, publiée comme *Hermès* chez CNRS Éditions, ainsi que la collection *Les Essentiels d'Hermès*, lancée en 2008.

Fondateur du Laboratoire de communication politique (LCP) en 1988, Dominique Wolton a créé en 2007 l'institut des sciences de la communication du CNRS (ISCC), pourvu d'un budget autonome et de postes permanents, puis, en janvier 2010, ouvert la Maison des sciences de la communication et de l'interdisciplinarité, premier "hôtel à projets" ou incubateur de laboratoires du CNRS.

Au fil de ses ouvrages, Dominique WOLTON s'est attaché à l'analyse des rapports entre culture, communication, société et politique. Après avoir beaucoup écrit sur les médias, la communication politique, l'Europe, Internet, il s'est intéressé aux conséquences politiques et culturelles de la mondialisation de l'information et de la communication. Pour lui, l'information et la communication sont un des enjeux politiques majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle et la cohabitation culturelle un impératif à construire comme condition de la 3<sup>e</sup> mondialisation. En

attendant, il considère les cultures de l'outre-mer français comme un modèle dont doivent s'inspirer la France métropolitaine et le reste de l'Occident en matière d'intégration.

Dominique Wolton est membre du Conseil Scientifique du CNRS, du Conseil d'Administration du Groupe France Télévisions, de la Commission française de l'Unesco, du Conseil d'Administration de l'Agence Universitaire de la Francophonie, de l'Académie des technologies et de l'Académie des sciences de l'Outre Mer et président du Conseil de l'Éthique Publicitaire.

Il a été membre du Haut Conseil de la Francophonie (2004-2006), du Comité d'Éthique pour les Sciences du CNRS (Comets) (1993-2005), membre du Comité consultatif national d'éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé (CCNE) (1997-2005) et directeur du Programme Communication du CNRS (1985-1997), et du Programme Science, Technologie, Société du CNRS (1980-1985).

Il est chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur et officier des Ordres du Mérite, des Palmes académiques et des Arts et Lettres. Il a reçu en 2000 le Prix Georges-Pompidou et le Prix du livre France Télévision.

## Biblio

• **Informer n'est pas communiquer**  
*CNRS Éditions, 2009*

• **Mc Luhan ne répond plus. Communiquer c'est cohabiter**  
*Éditions de l'Aube, 2009*

• **Demain, la francophonie. Pour une autre mondialisation**  
*Flammarion, 2006*

• **Mondes francophones. Auteurs et livres de langue française (dir.)**  
*ADPF, Ministère des Affaires Étrangères, 2006*

• **Il faut sauver la communication**  
*Flammarion, 2005, Champs, Flammarion, 2007*

• **Télévision et civilisations**  
*Entretiens avec H. Le Paige, Bruxelles, Belgique, Labor, 2004*

• **La Télévision au pouvoir. Omniprésente, irritante, irremplaçable (dir.)**  
*Universalis, coll. "Le tour du sujet", 2004*

• **Francophonie et Mondialisation (dir.)**  
*Revue Hermès, n° 40, CNRS, 2004*

• **L'Autre mondialisation**  
*Flammarion, 2003, Champs, Flammarion, 2004*

• **La France et les Outre-mers. L'enjeu multiculturel (dir.)**  
*Revue Hermès, n° 32-33, CNRS Éditions, 2002*

• **Internet. Petit manuel de survie. Entretiens avec Olivier Jay**  
*Flammarion, 2000*

• **Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias**  
*Flammarion, 1999, Champs, Flammarion, 2000*

• **Penser la communication**  
*Flammarion, 1997, Champs, Flammarion, 1998*

• **Jacques Delors. L'unité d'un homme. Entretiens avec D. Wolton,**  
*Odile Jacob, 1994*

• **La Dernière utopie. La naissance de l'Europe démocratique**  
*Flammarion, 1993, Champs, Flammarion, 1997*

• **War game. L'information et la guerre. Flammarion, 1991**

• **Éloge du grand public. Une théorie critique de la télévision**  
*Flammarion, 1990, Champs, Flammarion, 1993*

• **Jean-Marie Lustiger. Le choix de Dieu**  
*Entretiens avec J.-L. Missika et D. Wolton, Éd. B. de Fallois, 1987*

• **Terrorisme à la Une. Média, terrorisme et démocratie**  
*Avec M. Wiewiorka, Gallimard, 1987*

• **La Folle du logis. La télévision dans les sociétés démocratiques**  
*Avec J.-L. Missika, Gallimard, 1983*

• **Raymond Aron, spectateur engagé**  
*Entretiens avec J.-L. Missika et D. Wolton, Julliard, 1981*

• **Le Tertiaire éclaté. Le travail sans modèle**  
*En collaboration avec la CFDT, Le Seuil, 1980*

• **L'illusion écologique**  
*Avec J.-Ph. Favret et J.-L. Missika, Le Seuil, 1980*

• **L'Information demain. De la presse écrite aux nouveaux médias**  
*Avec J.-L. Lepigeon, La Documentation française, 1979*

• **Les Réseaux pensants. Télécommunications et société,**  
*Avec A. Giraud et J.-L. Missika, Masson, 1978*

• **Les Dégâts du progrès. Les travailleurs face au changement technique**  
*En collaboration avec la CFDT, Le Seuil, 1977*

• **Le Nouvel ordre sexuel**  
*Le Seuil, 1974*

#### Liens utiles

Site de l'ISCC : [www.iscc.cnrs.fr](http://www.iscc.cnrs.fr)

Site personnel : [www.wolton@cnrs.fr](mailto:www.wolton@cnrs.fr)

#### Directeur de la publication

Gérard Binder,  
Président du Conseil d'administration

#### Comité de rédaction

Béatrice Khaïat, Directrice déléguée  
Justine Martin, Chargée de mission  
Claude Torrecilla, Responsable de la communication

CampusFrance remercie particulièrement Pascal Dayez-Burgeon, Directeur administratif de l'Institut des Sciences de la communication du CNRS.

#### Édition

Claude Torrecilla  
[claudet.torrecilla@campusfrance.org](mailto:claudet.torrecilla@campusfrance.org)

#### Agence CampusFrance

79 avenue Denfert-Rochereau  
75014 Paris  
Tél. : 01 53 63 35 00  
[www.campusfrance.org](http://www.campusfrance.org)

Novembre 2010